

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE

AVRIL
2020



Remerciements

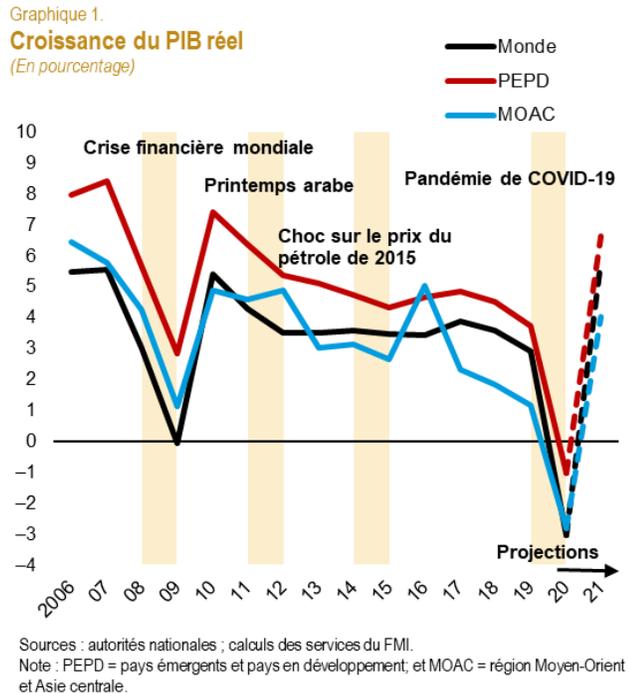
La *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* (PER) pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord est établie chaque printemps par le département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD) du FMI. Les analyses et projections contenues dans les PER font partie intégrante de la surveillance de l'évolution et des politiques économiques dans les pays membres qui est exercée par le département. Elles s'appuient principalement sur les informations recueillies par les services du département au cours de leurs consultations avec les pays membres.

L'analyse figurant dans le présent rapport a été coordonnée sous la supervision générale de Jihad Azour (directeur du département). Le projet a été dirigé par Taline Koranchelian (directrice adjointe du département), Bikas Joshi (chef de la division analyse et stratégie régionales du département) et Ali Al-Eyd (chef adjoint de la division analyse et stratégie régionales du département). Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Maximiliano Appendino, Dalmacio F. Benicio, Nicolas End, Gazi H. Shbaikat, Moussé Sow et Ling Zhu.

Gohar Abajyan, Oluremi Akin-Olugbade et Kate Nguyen ont géré la base de données et ont été les assistants à la recherche, avec une aide supplémentaire de Tucker Stone. Tatiana Pecherkina et Patricia Poggi ont assuré un appui administratif. Cheryl Toksoz, du département de la communication, a été adjointe à la rédaction. Maria Atamanchuk, Imen Benmohamed, Tannous Kass-Hanna, Alexei Kireyev, Jean Frederic Noah Ndela Ntsama, Moussé Sow, Hamid Reza Tabarraei et Mohammed Zaher ont relu les traductions, dont la coordination a été assurée par Yelena Eydinova.

Évolution de l'économie mondiale : conséquences pour la région Moyen-Orient et Asie centrale

Alors que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) s'abat sur le monde, la croissance dans la région **Moyen-Orient et Asie centrale** devrait chuter de 1,2 % en 2019 à -2,8 % en 2020, un taux plus faible que ceux enregistrés pendant la crise financière mondiale de 2008 et le choc sur les prix du pétrole de 2015 (graphique 1), avant de grimper à 4 % en 2021 à mesure que les menaces liées au virus disparaissent et que les mesures prises à l'échelle mondiale amorcent la reprise. Comme dans le reste du monde, les prévisions régionales pour 2020 ont été considérablement revues à la baisse par rapport à celles figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2019 (une baisse de 5,7 points de pourcentage), principalement en raison des répercussions économiques attendues de la pandémie qui s'est propagée à la quasi-totalité des pays de la région, l'Iran étant un des principaux épiscopentres.



Les prix du pétrole ont chuté d'environ 50 % depuis la flambée de COVID-19 (graphique 2) et ont atteint leur plus faible niveau depuis plus de 20 ans, après correction de l'inflation, car les restrictions de voyage adoptées par les gouvernements à travers le monde ont **fait baisser la demande de pétrole** et les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que les autres grands producteurs de pétrole (OPEP+) ont tardé à parvenir à un accord pour réduire la production. L'accord de réduction de la production finalement conclu par l'OPEP+ au début du mois d'avril, accompagné de nouvelles diminutions de la production dans les pays exportateurs de pétrole du G-20, pourrait soutenir quelque peu les prix, en particulier si la demande mondiale augmente¹. Les prix d'autres produits de base ont aussi fortement chuté en raison du **ralentissement de la croissance mondiale**. Comme indiqué dans le chapitre 1, la chute des prix du pétrole est si marquée que les recettes budgétaires et d'exportation devraient se contracter dans tous les pays exportateurs de pétrole de la région, y compris ceux qui saisiraient éventuellement des parts de marché aux pays produisant à des coûts plus élevés. La diminution des recettes pétrolières et celles issues d'autres

Ce chapitre a été rédigé par Ling Zhu, avec l'assistance d'Oluremi Akin-Olugbade en matière de recherche.

¹ Les projections de croissance sont fondées sur les données disponibles au 3 avril 2020 et ne tiennent donc pas compte de l'accord de l'OPEP+ conclu le 9 avril 2020.

produits de base réduira la marge de manœuvre pour faire face à la crise dans certains pays, pèsera sur les taux de change et les budgets publics, et affaiblira les positions extérieures.

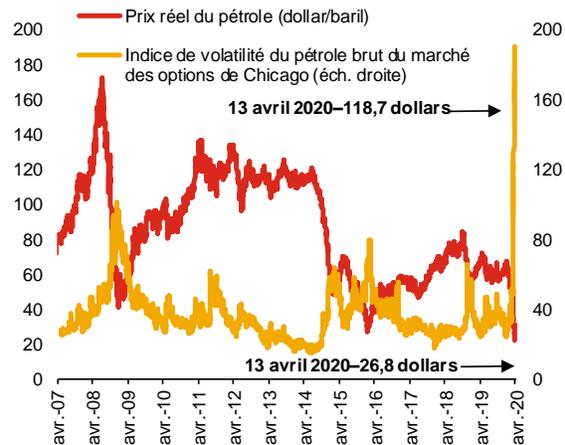
Outre ses répercussions sanitaires dévastatrices, la **pandémie de COVID-19** perturbe fortement l'activité économique en causant simultanément un choc sur l'offre et sur la demande : elle provoque une chute des prix du pétrole et des produits de base, une contraction de la demande intérieure et extérieure, un repli de la confiance des consommateurs, un resserrement des conditions financières et un dérèglement de la production et des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Par ailleurs, les mesures d'endiguement restrictives qui ont été adoptées par les pays de la région et la crainte d'une contagion **présent sur la demande des consommateurs à l'échelle de la région**, en particulier dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et du commerce de détail (Azerbaïdjan, Bahreïn, Géorgie, Émirats Arabes Unis). Les petites et moyennes entreprises (PME) risquent d'être les plus touchées car leurs réserves sont limitées. De plus, compte tenu de l'importance des secteurs des services sur le plan de l'emploi, une hausse du chômage ainsi qu'une baisse des salaires et des transferts pourraient avoir de graves effets indirects sur la demande intérieure dans toute la région.

Les autres types d'activités économiques de la région sont touchés par des **chocs sur l'offre**. Avec la fermeture des frontières dans la région et l'interruption des chaînes d'approvisionnement, la production manufacturière est perturbée et les plans d'investissement ont été mis en suspens. En outre, ces chocs sont amplifiés par une **détérioration de la confiance des entreprises et des consommateurs**, qui découle des fortes tensions sociales et géopolitiques dans la région ainsi que du grand degré d'incertitude qui entoure la durée et la gravité des conséquences économiques de la pandémie.

Entre-temps, les **conditions financières** mondiales se sont nettement durcies, ce qui accentue les problèmes de la région. Les marchés boursiers ont baissé de 20 à 30 % après avoir atteint un pic en mi-février : les secteurs de l'énergie sont parmi les plus touchés et l'indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange (VIX), qui mesure l'appétit mondial pour le risque, a quasiment quadruplé pour atteindre des sommets historiques au cours de la même période. En dépit des mesures vigoureuses d'assouplissement monétaire et des opérations de liquidité de la part des principales banques centrales, les rendements des obligations publiques à 10 ans et l'écart de rendement des obligations souveraines ont enregistré une forte hausse dans un grand nombre de pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale. D'après les données à haute fréquence, près de 5 milliards de dollars d'investissements de portefeuille ont quitté la région au mois de mars. Un tel resserrement des conditions financières pourrait constituer une difficulté majeure, compte tenu des 35 milliards de dollars de dette souveraine extérieure qui, selon les estimations, arriveront à échéance en 2020 dans la région.

Graphique 2.
Volatilité du pétrole brut du CBOE et prix réels du pétrole
(Indice et dollars/baril)



Source : Bloomberg Finance L.P.

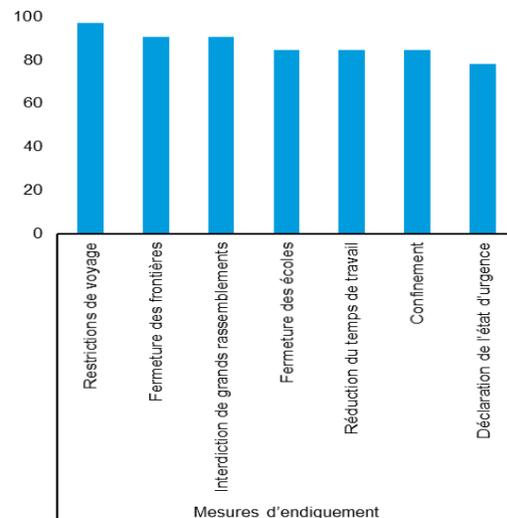
Note : CBOE = Chicago Board Options Exchange, et éch. droite = échelle de droite. L'indice de volatilité du pétrole brut du marché des options de Chicago reflète la volatilité des prix du pétrole brut attendue par les marchés au cours des 30 prochains

Les perspectives régionales sont déterminées par les graves conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Bien qu'une hausse des prix du pétrole (due par exemple à une reprise plus rapide de la demande mondiale de pétrole faisant suite à l'accord récent de baisse de la production) puisse conduire à une révision à la hausse, les prévisions pour la région, surtout à court terme, risquent d'être révisées à la baisse, en fonction principalement de la durée et de la gravité de la pandémie.

- Si la pandémie de COVID-19 venait à frapper la région ou ses principaux partenaires commerciaux plus fort et plus longtemps, elle pourrait causer des perturbations prolongées de la production, avoir des répercussions plus vastes sur la chaîne d'approvisionnement, saper davantage la confiance et la demande, et détériorer encore plus les conditions financières. Dans le même temps, les banques et les institutions financières non bancaires, en particulier celles qui ne sont pas bien capitalisées, pourraient se heurter à des difficultés du fait de leur exposition aux secteurs et ménages touchés. Tous ces facteurs pourraient entraîner une récession plus profonde en 2020 et une reprise plus faible en 2021. Une mauvaise gestion de la pandémie pourrait par ailleurs accroître la méfiance envers les autorités locales, avec pour conséquences de nouveaux troubles sociaux et une aggravation de l'incertitude qui règne dans la région.
- Une nouvelle détérioration de l'appétit pour le risque pourrait faire considérablement baisser les flux de capitaux vers le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (la région MOANAP), surtout les investissements de portefeuille, particulièrement sensibles à l'appétit mondial pour le risque. Par exemple, si l'indice VIX restait au pic atteint en mars (83) pour le reste de l'année, les flux d'investissements de portefeuille vers la région MOANAP pourraient diminuer de pas moins de 100 milliards de dollars (soit environ 3 % du PIB) (*Perspectives de l'économie régionale : Moyen-Orient et Asie centrale* d'octobre 2019). Cette chute dépasserait le total des entrées d'investissements de portefeuille enregistré dans la région en 2019. Une interruption aussi soudaine des flux de capitaux pourrait entraver l'investissement, exercer des pressions sur la balance des paiements et causer des ajustements désordonnés des taux de change, en particulier dans les pays dont les amortisseurs sont restreints et dont les paramètres fondamentaux sont faibles.

Dans ce contexte difficile, la priorité immédiate pour les pays de la région est d'**endiguer la propagation du virus**. Dans l'ensemble de la région, les autorités ont déjà pris des mesures d'endiguement vigoureuses (graphique 3). Par exemple, près de 80 % des pays (25) de la région ont instauré des mesures de confinement total ou partiel. En plus de ces mesures d'endiguement, tous les pays doivent engager les dépenses de santé nécessaires pour que les systèmes de santé soient suffisamment préparés pour répondre aux besoins des populations, indépendamment de l'espace budgétaire disponible.

Graphique 3
Mesures des pays de la région MOAC pour endiguer la propagation de la COVID-19
(En pourcentage des pays MOAC)



Source : autorités nationales.
Note : MOAC : région Moyen-Orient et Asie centrale. Les informations ci-dessus datent du 6 avril 2020.

Comme le souligne le chapitre 2, ces difficultés sont particulièrement redoutables dans les pays de la région qui sont fragiles ou frappés par un conflit (Afghanistan, Iraq, Soudan, Yémen) et ceux confrontés à des afflux massifs de réfugiés (Iran, Jordanie, Liban, Pakistan), où des contraintes d'approvisionnement (dues notamment à la baisse des importations) ou les risques liés à la forte proximité et la difficulté de pratiquer la distanciation sociale dans les camps de réfugiés pourraient compliquer davantage la préparation de leurs systèmes de santé déjà sous pression à la lutte contre la COVID-19. Face à ces difficultés, les grandes puissances économiques et les organisations internationales pourraient être appelées à fournir un appui médical et financier en temps opportun. À ce titre, le FMI a déjà allégé la dette du Yémen.

Par ailleurs, la politique économique devrait avoir pour objectif d'éviter que la pandémie de COVID-19 ne donne lieu à une récession prolongée, qui se traduirait par des pertes durables de bien-être du fait de l'augmentation du chômage et des faillites. Les pays ont déjà recours à un ensemble de mesures opportunes et ciblées pour soutenir les secteurs et les populations les plus touchés (tableau 1), notamment par le biais de transferts monétaires aux chômeurs (Kazakhstan) et de financements concessionnels aux PME (Arabie saoudite)².

Au cours de la période à venir, les exportateurs de pétrole confrontés à de violents chocs sur la demande et à une baisse prononcée des prix du pétrole devront éviter que leurs secteurs non pétroliers ne soient durablement pénalisés. Compte tenu de la fragilité de la croissance et de la faiblesse générale des stabilisateurs automatiques, et une fois que la pandémie sera endiguée et que les activités économiques pourront redémarrer sans que cela ne pose un risque de nouvelle propagation du virus, les pouvoirs publics pourraient envisager des mesures de relance temporaires pour stimuler la demande globale en fonction de la marge de manœuvre disponible.

Dans d'autres pays de la région, en particulier les pays importateurs de pétrole où l'espace budgétaire est restreint, les pouvoirs publics pourraient envisager de revoir leurs priorités de dépenses, par exemple en réduisant ou en reportant les dépenses non essentielles ou en cherchant à obtenir une aide financière extérieure. Le FMI fournit déjà une aide financière à la Jordanie, au Kirghizistan, au Pakistan et à la Tunisie, ainsi qu'un allègement de la dette de la part des créanciers internationaux à la Somalie, ce qui donne à ces pays une plus grande marge de manœuvre pour lutter

Tableau 1 : mesures budgétaires en réponse à la COVID-19

	Mesures supplémentaires portant sur les recettes	Mesures supplémentaires portant sur les dépenses
Arménie		✓
Azerbaïdjan		✓
Bahreïn	✓	✓
Égypte	✓	✓
Géorgie	✓	✓
Iran	✓	✓
Iraq		✓
Kazakhstan	✓	✓
Koweït	✓	✓
Libye		✓
Mauritanie	✓	✓
Maroc	✓	✓
Pakistan	✓	✓
Arabie saoudite	✓	✓
Soudan		✓
Tunisie	✓	✓
EAU	✓	✓
Ouzbékistan	✓	✓

Source : autorités nationales.

Note : les informations ci-dessus datent du 6 avril 2020.

²Pour plus de détails, veuillez consulter l'inventaire des mesures sur le site du FMI : <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.

contre la pandémie. Une aide financière supplémentaire est prévue pour un groupe plus large de pays et le FMI continue de fournir un soutien stratégique à tous ses pays membres.

Les banques centrales doivent se tenir prêtes à fournir des liquidités aux banques et aux institutions financières non bancaires, en particulier celles qui octroient des prêts aux PME, et les autorités de réglementation et de contrôle des marchés financiers pourraient également provisoirement encourager un prolongement des échéances des prêts qui soit circonscrit dans le temps, tout en évaluant régulièrement la performance de ces prêts et de leur implications financières (Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'avril 2020). Au 7 avril 2020, sept banques centrales dans la région, dont celles du Bahreïn, du Maroc et des Émirats arabes unis, ont injecté environ 50 milliards de dollars dans leur système financier en appui à la liquidité durant la lutte contre la COVID-19.

Du fait de l'affaiblissement de la demande extérieure et du resserrement des conditions financières, un grand nombre de pays seront confrontés à des difficultés sur le plan extérieur. Les pays qui ont un régime de change souple et une faible inflation devraient laisser leur taux de change s'ajuster dans une certaine mesure afin d'amortir le choc. Comme indiqué au chapitre 3, il pourrait être nécessaire de durcir la politique monétaire (et d'intervenir sur le marché des changes) pour contenir d'éventuelles sorties de capitaux et les effets inflationnistes des variations des taux de change, tandis que les autorités pourraient envisager de prendre des mesures macroprudentielles et des mesures provisoires de gestion des flux de capitaux afin de préserver la stabilité financière.

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : des chocs multiples

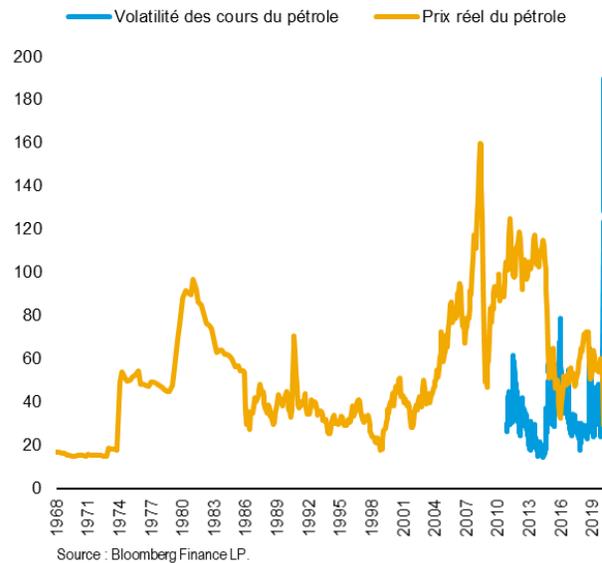
Les perspectives des pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) se sont considérablement affaiblies avec l'apparition de la maladie à coronavirus (COVID-19) et la forte baisse des prix du pétrole¹. Les pays de la région devraient connaître une contraction en 2020 et, pour bon nombre d'entre eux, leurs positions budgétaires et extérieures seront soumises à de fortes tensions, qui réduiront leur marge de manœuvre pour gérer la crise. Néanmoins, il faut continuer de faire face aux répercussions de la COVID-19. Il convient de donner la priorité aux dépenses de santé et apporter un soutien rapide, temporaire et bien ciblé aux secteurs durement touchés, en s'appuyant sur les dispositions prises par les banques centrales pour garantir une liquidité suffisante. Ces mesures se traduiront par un creusement des déficits à court terme. Une fois la reprise bien amorcée, un rééquilibrage progressif des finances publiques devrait reprendre sur la base de cadres à moyen terme afin de surmonter les difficultés à venir, notamment la baisse des recettes tirées des hydrocarbures.

Pandémie de COVID-19 : un double choc

La pandémie de COVID-19 frappe de plein fouet les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Presque tous les pays de la région sont touchés par la propagation du virus et certains sont gravement touchés. Dans le même temps, la chute des prix mondiaux du pétrole accentue les tensions sur ces pays, ce qui accroît les difficultés à combattre le virus et à prévenir des dommages économiques durables. Au-delà des conséquences dévastatrices sur la santé humaine, cette combinaison de chocs est à l'origine de turbulences économiques considérables dans toute la région.

Le PIB réel des pays exportateurs de pétrole de la région devrait se contracter de 4,2 % en 2020. Il

Graphique 1.1
Prix réel du pétrole et volatilité des cours du pétrole
(Dollar/baril 2020 ; indice)



s'agit d'une très forte révision à la baisse par rapport à la croissance de 2,1 % prévue dans l'édition d'octobre 2019 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale*, qui s'explique par plusieurs facteurs déterminants :

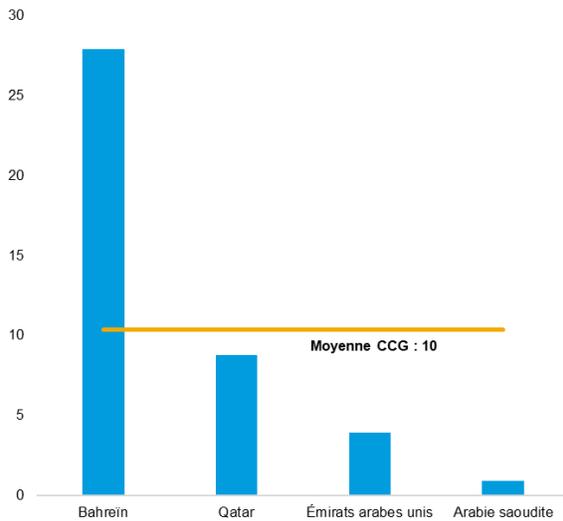
- *Propagation du virus et perturbations dues aux mesures d'endiguement.* La pandémie de COVID-19 sévit dans tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. L'Iran est particulièrement touché, avec plus de 50 000 cas et plus de 3 000 décès, et constitue une source de risque pour les infections virales en cours dans toute la région. Les mesures d'endiguement nécessaires pour freiner la propagation du virus ont mis à mal les secteurs riches en emplois dans toute la région et ont eu des effets néfastes sur la confiance et l'activité non pétrolière.

Moussé Sow, Gazi Shbaikat et Kate Nguyen sont les auteurs du présent chapitre.

¹ Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

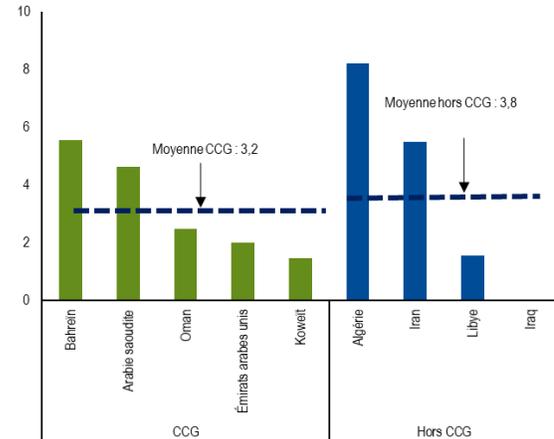
Graphique 1.2
Riposte à la crise de la COVID-19
 (En pourcentage du PIB)

1. Soutien à la liquidité au Moyen-Orient et en Asie centrale



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
 Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe,

2. Riposte budgétaire à la COVID-19



- *Ralentissement de la croissance chez les partenaires commerciaux.* Les mesures d'endiguement prises dans certains pays, qu'il s'agisse de grandes puissances économiques ou de partenaires commerciaux de premier plan, ont considérablement freiné la croissance mondiale ainsi que la demande de pétrole et d'autres produits de base. Cela a entraîné une diminution des flux commerciaux et touristiques et une baisse sensible des cours mondiaux du pétrole.
- *Baisse historique des prix du pétrole.* La diminution de la demande mondiale de pétrole a été exacerbée par une forte augmentation de l'offre, déclenchée par les hausses de production annoncées par certains grands producteurs (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Russie) après la rupture de l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et autres grands producteurs de pétrole (OPEP+) en mars. Un nouvel accord de réduction de la production conclu par l'OPEP+ au début du mois d'avril, accompagné de nouvelles diminutions de la production dans les pays exportateurs de

pétrole du G-20, pourrait permettre de soutenir les prix, en particulier si la demande mondiale augmente. Néanmoins, les prix du pétrole ont chuté de plus de 50 % depuis le début de cette année pour atteindre 26 dollars le baril à la fin du mois de mars (graphique 1). Mesurés en termes réels (corrégés de l'inflation), les cours du pétrole n'ont jamais été aussi bas depuis 2001. À ces niveaux, ils pourraient entraîner une perte de recettes annuelles de plus de 230 milliards de dollars pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP par rapport aux projections d'octobre, ce qui pèserait lourdement sur les soldes budgétaires et extérieurs. Pour certains pays (Algérie, Bahreïn, Iraq, Oman), cela pourrait aboutir à un épuisement rapide des réserves, notamment en raison de l'accentuation des tensions sur les dépenses dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

- *Fortes turbulences en provenance des marchés financiers mondiaux.* Les conditions financières mondiales se sont fortement resserrées malgré l'assouplissement notable opéré par les principales banques centrales (édition d'avril 2020 du Rapport sur la stabilité financière

dans le monde). Les entrées cumulées d'investissements de portefeuille dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont diminué de plus de 3,5 milliards de dollars depuis la mi-février, malgré un léger rebond au début du mois d'avril. Au cours de cette période, les coûts des emprunts extérieurs ont augmenté de 279 points de base en moyenne parmi les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de 942 points de base en Iraq, soit une plus forte hausse que dans les pays émergents ayant la même note. Ces conditions sont source de graves difficultés pour les pays ayant déjà des problèmes de financement (Bahreïn, Iraq, Oman) et pourraient devenir plus préoccupantes compte tenu de l'arrivée à échéance cette année d'une dette extérieure souveraine estimée à 10 milliards de dollars pour la région.

Riposte à la crise

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont rapidement pris d'importantes mesures pour sauver des vies, endiguer la propagation de la pandémie et soutenir les secteurs durement touchés. Dans l'ensemble, les mesures budgétaires annoncées représentent en moyenne 3,2 % du PIB (44 milliards de dollars) dans l'ensemble des pays et 3,8 % du PIB (30,6 milliards de dollars) dans les pays du CCG. De la même manière, le soutien à la liquidité représente environ 2 % du PIB (soit environ 41 milliards de dollars) dans les pays du CCG (graphique 1.2).

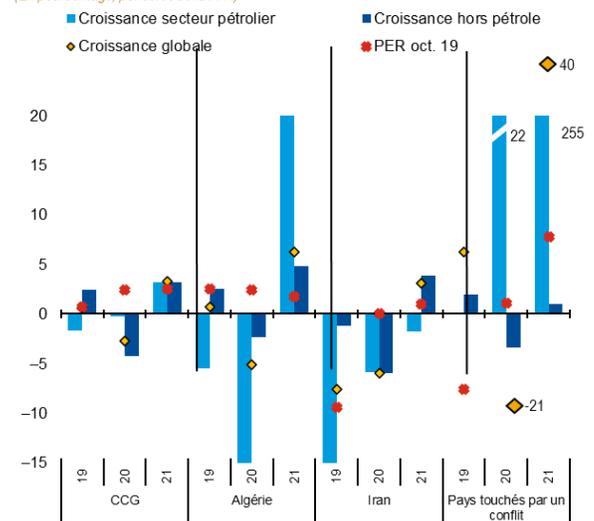
Les mesures prises ont, à juste titre, principalement visé à atténuer et à endiguer les effets de la crise et à apporter une aide ciblée aux ménages, aux entreprises et aux secteurs durement touchés.

- Tous les pays touchés par la pandémie ont instauré, à des degrés divers, des restrictions de voyage intérieur et international, ainsi que des mises en quarantaine afin d'atténuer la propagation immédiate du virus. En outre, la plupart d'entre eux ont mis en place des stratégies d'endiguement du virus sous diverses formes : couvre-feu, suspension des rassemblements

religieux, fermeture des écoles, des entreprises non essentielles et des lieux publics, et interdiction de manger dans les restaurants. Certains pays (Algérie, Arabie saoudite) ont augmenté leurs dépenses consacrées aux installations et équipements sanitaires.

- Le soutien au secteur privé et aux ménages touchés par le virus et les mesures d'endiguement se traduisent généralement par un allègement temporaire des problèmes de liquidités, notamment au moyen de transferts monétaires directs, d'une suspension du paiement des loyers et des factures de services publics et d'une modification des conditions des prêts. En outre, les pouvoirs publics ont apporté des garanties (Émirats arabes unis) pour les petites et moyennes entreprises (PME) et maintenu les salaires des travailleurs migrants mis en quarantaine ou malades (Qatar).

Graphique 1.3
Croissance du PIB réel
(En pourcentage, pondérée de la PPA)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les pays touchés par un conflit sont notamment l'Iraq, la Libye et le Yémen. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PPA = parité de pouvoir d'achat ; PER = Perspectives économiques régionales.

- L'assouplissement de la politique monétaire, notamment la réduction des taux d'intérêt (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar) et l'abaissement du niveau des réserves obligatoires (Algérie), ainsi qu'un apport considérable de liquidités aux banques, en particulier à celles qui prêtent aux PME et aux secteurs durement touchés (Arabie saoudite,

Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar), sont venus compléter les mesures budgétaires prises. Un appui direct a également été apporté aux marchés boursiers intérieurs (Qatar).

Recul brutal de l'activité économique en 2020

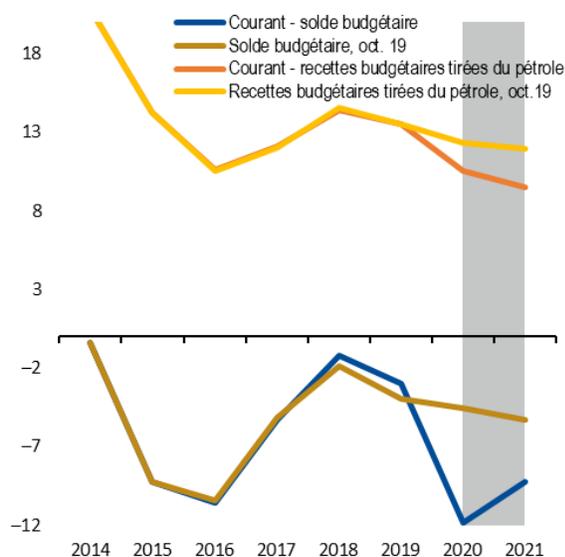
Les médiocres perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP s'expliquent par les mesures d'endiguement rigoureuses et généralisées ainsi que les pressions à la baisse dues à la baisse de la production de pétrole dans certains pays (graphique 1.3). L'incertitude qui entoure ces projections est élevée compte tenu de la propagation rapide de la COVID-19 à l'échelle mondiale, de l'ampleur de ses répercussions et des mesures prises pour y faire face.

- Les pays du CCG devraient enregistrer une contraction de 2,7 % en 2020. Les perspectives à court terme devraient être fortement

affaiblies par l'activité non pétrolière, qui devrait se contracter de 4,3 % cette année, soit une révision à la baisse considérable par rapport aux 2,3 % de croissance prévus dans l'édition d'octobre 2019 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale*. Les secteurs des services, du commerce de détail, de l'hôtellerie et du tourisme ont été particulièrement touchés par la propagation de la COVID-19 et les mesures d'endiguement, ce qui est source de difficultés pour les pays où ces secteurs représentent une part importante du PIB (Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar). Le secteur manufacturier a également connu un ralentissement et les plans d'investissement ont été ajournés dans la majeure partie de la région. La croissance du PIB pétrolier devrait également ralentir en 2020 : il se contractera dans tous les pays à l'exception de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Koweït. Dans l'ensemble, le PIB pétrolier devrait reculer de 0,3 %, même si la production

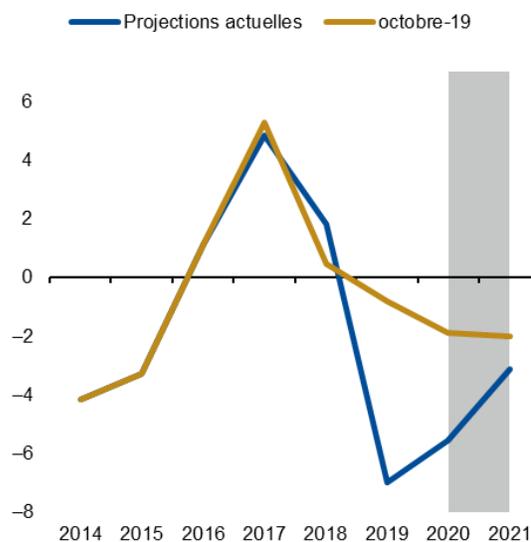
Graphique 1.4
Soldes budgétaires, recettes pétrolières et solde courant
(En pourcentage du PIB)

1. Soldes budgétaires globaux et recettes budgétaires tirées du pétrole



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

2. Solde courant



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

pétrolière globale devrait encore diminuer à la suite du dernier accord OPEP+, mettant en évidence les risques qui pèsent sur la croissance du PIB pétrolier².

- La croissance dans les pays non membres du CCG devrait également fléchir, avec une nette contraction du PIB pétrolier et non pétrolier en 2020. Le PIB pétrolier devrait reculer de 5,9 %, en raison de la baisse de la production, et le PIB non pétrolier de 6 %, en raison des effets généralisés de la vaste épidémie de coronavirus et des mesures d'endiguement correspondantes. L'Iran devrait connaître une contraction de 6 %, soit une récession encore plus marquée que celle enregistrée en 2019. L'Algérie devrait subir une contraction de 5,2 %, en raison de la baisse de la capacité de production pétrolière et de la perte de parts de marché à l'exportation, et l'Iraq, où les manifestations sociales de masse perturbent l'activité et où la production pétrolière devrait diminuer de 2 % en raison des problèmes actuels de sécurité et d'approvisionnement, devrait enregistrer une contraction de 4,7 %.
- Les conditions de sécurité, la situation politique et les résultats économiques se sont encore détériorés en Libye. Le pays devrait connaître une contraction de plus de 50 % en 2020, ce qui contrebalancerait la forte reprise récemment observée. Le conflit en cours continuera de freiner considérablement la croissance de l'économie au Yémen, qui devrait enregistrer une contraction de 3 %.

En 2021, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait se redresser pour atteindre 4,7 %. Cette prévision repose sur les projections actuelles d'une atténuation des effets de la pandémie de COVID-19, d'une augmentation progressive des prix du pétrole et des bienfaits d'un

assouplissement durable de la politique économique au niveau mondial.

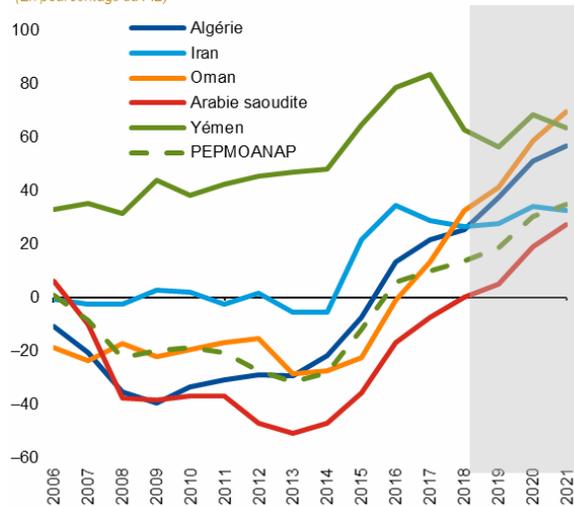
Vulnérabilité en hausse

Le ralentissement de la croissance et la forte baisse des prix du pétrole mettent à rude épreuve les positions budgétaires et extérieures des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Le déficit budgétaire de la région devrait se creuser, passant de 2,8 % du PIB en 2019 à 10 % du PIB en 2020, et environ les deux tiers de cette variation (soit 4,4 % du PIB) résulteraient de mesures prises sur le plan des dépenses et des recettes pour faire face à la crise (graphique 1.4). Les pays disposant d'un espace budgétaire suffisant (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar) sont mieux armés que ceux dont la marge de manœuvre est limitée (Algérie, Bahreïn, Iraq, Iran et Oman) pour gérer un creusement des déficits.

La baisse prévue des recettes tirées des hydrocarbures pèsera également sur le solde courant des pays de la région, qui devrait passer d'un excédent de 2,7 % du PIB en 2019 à un déficit de

Graphique 1.5

Dette publique nette (En pourcentage du PIB)

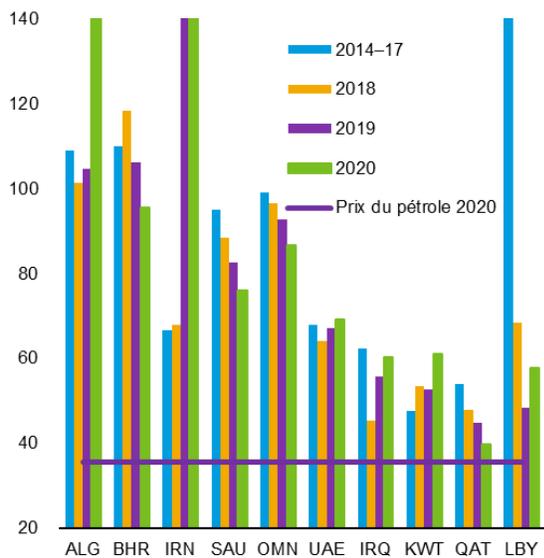


Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : la dette publique correspond à la dette brute moins les actifs financiers. PEPMOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

² Les projections de croissance sont fondées sur les données disponibles au 3 avril 2020 et ne tiennent donc pas compte de l'accord de l'OPEP+ conclu le 9 avril 2020.

Graphique 1.6
Prix d'équilibre budgétaire du pétrole
 (Dollar/baril)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
 Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

5,8 % du PIB en 2020. Dans les pays du CCG, le solde courant passera d'un excédent de 5,6 % du PIB en 2019 à un déficit de 3,1 % du PIB cette année (graphique 1.4).

La baisse combinée des soldes budgétaires et extérieurs rend les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP plus vulnérables aux risques et restreint leur marge de manœuvre pour lutter contre les effets du coronavirus. En particulier :

- *Les réserves s'épuisent, mais restent suffisantes pour certains pays de la région.* La dette nette (dette brute moins les dépôts de l'État dans le secteur bancaire) est devenue positive, ce qui traduit une augmentation des passifs, en particulier pour les pays de la région non membres du CCG.³ La dette nette de la région se stabilisera à environ 35 % du PIB en 2021, mais devrait augmenter à moyen terme. Dans certains pays, cependant, la dette brute et la dette nette atteindront des

niveaux beaucoup plus élevés, en raison de besoins de financement élevés (Algérie, Bahreïn, Iraq et Oman ; graphique 1.5).

- *Hausse des prix d'équilibre du pétrole.* Malgré une certaine amélioration au cours des deux dernières années, les prix d'équilibre du pétrole (prix du pétrole nécessaires pour assurer un équilibre budgétaire) sont beaucoup plus élevés que les cours actuels dans tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP et dépassent 80 dollars dans certains pays (Algérie, Bahreïn, Iran et Oman ; graphique 1.6).
- *Rigidité des structures de dépenses.* Du fait de vastes engagements de dépenses, notamment pour les salaires et les retraites dans certains pays (Algérie, Iraq, Koweït et Oman), de la hausse des paiements d'intérêts (Bahreïn, Iran et Yémen) et d'autres dépenses incompressibles, de nombreux pays de la région se retrouvent avec des structures de dépenses rigides et face à des choix politiquement difficiles pour les assouplir.

Risques

Les perspectives sont très incertaines et les risques sont considérables :

- Une propagation plus forte et plus prolongée de la COVID-19 au niveau mondial et dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, qui donnerait lieu à l'adoption de mesures d'endiguement supplémentaires, pèserait encore plus sur la demande, l'activité, la confiance et les prix des produits de base, et entraînerait un nouveau resserrement des conditions financières mondiales. Par conséquent, les secteurs durement touchés, notamment les compagnies aériennes, l'immobilier, l'hôtellerie, le tourisme et le commerce de détail, pourraient subir de

³Ce constat ne tient pas compte des actifs des fonds souverains de la région, dont le volume reste très élevé malgré une baisse sensible depuis 2014.

nouvelles perturbations, ce qui entraînerait un nouvel affaiblissement de la croissance non pétrolière dans plusieurs pays du CCG. Cela mettrait encore plus à mal les soldes budgétaires et extérieurs et créerait des risques de financement supplémentaires pour les pays dont les réserves sont faibles et les besoins de financement élevés. Cela créerait en outre des conditions très difficiles pour les pays à faible revenu et les pays dont les systèmes de santé sont peu développés.

- La combinaison d'une plus vaste propagation de la COVID-19 et d'une augmentation continue de la production de pétrole, si les principaux producteurs revoient leurs plans de production à la hausse pour gagner des parts de marché, pourrait être à l'origine d'une baisse prolongée des prix du pétrole.
- L'aggravation des conflits pourrait nuire davantage à la confiance et à l'investissement dans la région, et entraver ainsi la reprise après la pandémie de COVID-19.
- Enfin, les tensions pesant sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP pourraient s'accroître si le récent accord commercial entre les États-Unis et la Chine (phase 1) donnait lieu à une réorientation des importations chinoises de pétrole brut et de produits pétroliers qui serait défavorable à la région.

Continuer à faire face aux besoins liés à la crise

Il est indispensable de continuer d'atténuer les répercussions de la pandémie de COVID-19. La priorité immédiate doit rester l'endigement de la propagation du virus et la protection des populations, notamment en veillant à ce que les systèmes de santé, les services essentiels et les dispositifs de protection sociale soient suffisamment préparés pour répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables de la société et des populations touchées, même dans les pays où les marges de

manœuvre sont plus restreintes et les déficits budgétaires susceptibles de se creuser davantage.

Dans les pays disposant d'une marge de manœuvre suffisante (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar), les autorités devraient continuer d'appliquer un ensemble de mesures opportunes et ciblées tout en apportant une aide financière aux secteurs et aux groupes les plus touchés. Elles pourraient notamment procéder à des transferts monétaires directs, à un renforcement des dispositifs de protection sociale en place, à des réductions ciblées des droits de douane et des accises sur les biens et services de santé, au versement de subventions directes temporaires ou à un report du paiement des impôts pour les entreprises vulnérables afin d'éviter des perturbations sectorielles (PME, hôtellerie, etc.) et à des mesures d'incitation fondées sur les dépenses pour les entreprises (amortissement accéléré des investissements, par exemple) afin de soutenir la production des biens et services sous-approvisionnés. Ces mesures, ainsi que d'autres, doivent toutefois être de nature temporaire afin de ne pas peser durablement sur les budgets.

Pour les pays dont l'espace budgétaire est plus restreint, en particulier ceux présentant une dette élevée ou des besoins de financement importants (Bahreïn, Iraq, Oman), la marge de manœuvre pour faire face au ralentissement économique général peut être limitée. Toutefois, dans la mesure du possible, les autorités pourraient créer une marge à l'intérieur des enveloppes existantes en reportant les dépenses non essentielles et en redéfinissant les priorités, ainsi qu'en rationalisant les dépenses d'investissement. Ces mesures devraient s'inscrire dans un programme plus global de rééquilibrage budgétaire progressif à moyen terme, assorti de plans visant à reconstituer les réserves budgétaires et à assurer la viabilité des finances publiques.

Les banques centrales doivent se tenir prêtes à fournir de la liquidité supplémentaire aux banques, en particulier à celles qui prêtent aux PME, tout en surveillant de près les risques pesant sur la stabilité financière. Il s'agit notamment de fournir directement de la liquidité, de maintenir ou

d'augmenter les lignes de crédit et d'apporter des garanties aux PME et aux entreprises publiques. En outre, les autorités pourraient envisager d'assouplir temporairement les mesures prudentielles et réglementaires, notamment en ajustant les ratios prêts/dépôts, en ajournant les remboursements de prêts et en autorisant les banques à utiliser leurs volants de conservation de fonds propres.

Une aide internationale peut se révéler nécessaire pour les pays dont la marge de manœuvre est restreinte, notamment en raison d'un conflit en cours. Le FMI aide déjà certains pays au moyen de mécanismes de prêt d'urgence et d'un allègement de dette (le Yémen, par exemple) et se tient au service de ses pays membres, notamment en continuant de coordonner et de mobiliser l'aide internationale.

Au-delà des mesures immédiates liées à la crise, les politiques économiques devraient avoir pour objectifs de prévenir une récession économique prolongée qui entraînerait une détérioration durable des conditions de vie et de garantir une impulsion suffisante pour relancer l'activité économique après la crise. Dans les pays disposant d'un espace budgétaire suffisant, les autorités pourraient envisager la prise de mesures de relance temporaires,

notamment une augmentation des dépenses d'infrastructure, afin de stimuler la demande globale dans la mesure du possible, même si de telles mesures porteront davantage leurs fruits lorsque l'activité économique reprendra.

Assurer la viabilité des finances publiques à moyen terme

La crise actuelle a mis en évidence la vulnérabilité de la région face à la volatilité des cours du pétrole et souligné la nécessité d'un ajustement budgétaire à moyen terme. Une fois que la pandémie de coronavirus se sera estompée et que tout aura été mis en œuvre pour relancer l'activité économique, les autorités de chaque pays devront mettre fin aux mesures temporaires et rééquilibrer progressivement leurs finances publiques, sur la base de cadres budgétaires à moyen terme révisés, afin de surmonter les difficultés immédiates liées au pic attendu de la demande mondiale de pétrole (Mirzoev *et al.*, 2020) et à l'évolution démographique, notamment l'augmentation constante de la population en âge de travailler (voir l'édition d'octobre 2019 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale*)⁴.

⁴ Mirzoev, Tokhir N., Ling Zhu, Yang, Andrea Pescatori, Akito Matsumoto, Tim Callen *et al.*, 2020. « The Future of Oil and Fiscal Sustainability in the GCC Region », document de

département 20/01, Fonds monétaire international, Washington (États-Unis).

MOANAP — pays exportateurs de pétrole : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000-2016	2017	2018	2019	Projections	
					2020	2021
Croissance du PIB réel	4,8	1,2	0,1	-0,8	-4,2	4,7
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>						
Algérie	3,7	1,3	1,4	0,7	-5,2	6,2
Bahreïn	4,9	3,8	2,0	1,8	-3,6	3,0
Iran	3,7	3,7	-5,4	-7,6	-6,0	3,1
Iraq	...	-2,5	-0,6	3,9	-4,7	7,2
Koweït	4,4	-4,7	1,2	0,7	-1,1	3,4
Libye	-1,6	64,0	17,9	9,9	-58,7	80,7
Oman	3,8	0,3	1,8	0,5	-2,8	3,0
Qatar	10,2	1,6	1,5	0,1	-4,3	5,0
Arabie saoudite	4,0	-0,7	2,4	0,3	-2,3	2,9
Émirats arabes unis	4,8	0,5	1,7	1,3	-3,5	3,3
Yémen	0,3	-5,1	0,8	2,1	-3,0	6,1
Inflation des prix à la consommation	6,8	3,6	8,7	7,8	7,8	8,4
<i>(Moyenne annuelle ; en pourcentage)</i>						
Algérie	3,9	5,6	4,3	2,0	3,5	3,7
Bahreïn	1,8	1,4	2,1	1,0	2,6	2,5
Iran	16,9	9,6	31,2	41,1	34,2	33,5
Iraq	11,8	0,1	0,4	-0,2	0,8	1,0
Koweït	3,2	1,5	0,6	1,1	0,5	2,3
Libye	7,1	28,0	-1,2	4,6	22,3	15,1
Oman	2,3	1,6	0,9	0,1	1,0	3,4
Qatar	4,1	0,5	0,2	-0,6	-1,2	2,4
Arabie saoudite	2,1	-0,9	2,5	-1,2	0,9	2,0
Émirats arabes unis	4,0	2,0	3,1	-1,9	-1,0	1,5
Yémen	12,5	30,4	27,6	10,0	26,7	5,0
Solde budgétaire global des administrations publiques	4,7	-5,3	-1,2	-3,0	-11,8	-9,2
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Algérie ¹	0,8	-8,6	-6,9	-9,3	-20,0	-15,0
Bahreïn ¹	-2,9	-14,2	-11,9	-10,6	-15,7	-11,9
Iran ²	1,0	-1,4	-2,1	-5,7	-9,9	-7,7
Iraq	...	-1,6	7,9	-0,8	-22,3	-14,7
Koweït ¹	25,4	6,3	9,0	4,8	-11,3	-14,1
Libye	-9,0	-43,5	-0,2	8,8	-7,2	-19,1
Oman ¹	4,9	-14,0	-7,9	-7,0	-16,9	-14,8
Qatar	9,2	-2,9	5,2	4,1	5,2	1,4
Arabie saoudite	4,5	-9,2	-5,9	-4,5	-12,6	-9,0
Émirats arabes unis ³	6,1	-2,0	2,0	-0,8	-11,1	-7,1
Yémen	-3,9	-5,3	-6,7	-3,8	-8,0	-8,1
Solde des transactions courantes	10,7	1,8	5,9	2,7	-5,8	-4,5
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	8,1	-13,2	-9,6	-9,6	-18,3	-17,1
Bahreïn	5,1	-4,5	-5,9	-2,9	-9,6	-7,3
Iran	4,5	3,8	2,1	-0,1	-4,1	-3,4
Iraq	...	1,8	6,9	-1,2	-21,7	-14,1
Koweït	29,3	8,0	14,5	8,9	-10,2	-7,8
Libye	10,3	8,0	1,8	-0,3	-6,6	-8,3
Oman	5,8	-15,6	-5,5	-5,2	-14,2	-11,1
Qatar	18,7	3,8	8,7	2,4	-1,9	-1,8
Arabie saoudite	13,7	1,5	9,0	6,3	-3,1	-3,4
Émirats arabes unis	9,8	7,3	10,0	7,4	1,5	4,1
Yémen	-0,6	-0,2	-1,4	-7,4	-2,8	-6,0

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Note : variables communiquées sur la base de l'exercice budgétaire pour l'Iran (21 mars/20 mars).

¹Administration centrale.

²Administration centrale et Fonds de développement national, y compris l'Organisation des subventions ciblées.

³Comptes consolidés de l'administration fédérale et des émirats d'Abou Dhabi, de Dubaï et de Sharjah.

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : affronter la tempête

De fortes turbulences – la pandémie de coronavirus (COVID-19), le resserrement des conditions financières et les perspectives de moindre croissance dans les pays producteurs de pétrole – accentuent les problèmes séculaires auxquels sont confrontés les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP). L'ampleur et la durée de la pandémie et le schéma de rétablissement demeurent très incertains. La chute des cours mondiaux du pétrole apporte un certain soulagement, mais de profonds déséquilibres macroéconomiques limitent la capacité des pays à gérer les défis immédiats. En dépit d'une marge de manœuvre limitée et du montant élevé de la dette publique dans de nombreux pays, les dépenses de santé urgentes pour contenir la pandémie et les politiques contracycliques doivent passer en priorité. Il faudra calibrer la protection des individus et des entreprises touchées par des mesures ciblées et temporaires, en fonction de la marge de manœuvre des pays.

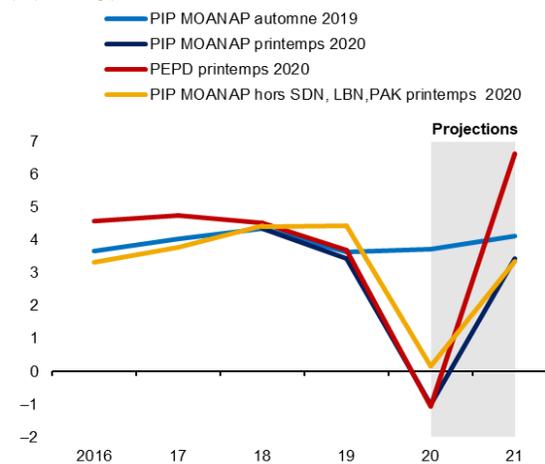
Au cœur de la tempête

La pandémie de COVID-19 est une menace évidente pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP¹. Outre l'impact humanitaire qui pourrait être important, les conséquences économiques durables de la crise, notamment sous forme d'une augmentation des taux de chômage, qui s'établissaient à 9,5 % en moyenne en 2019, aggraveraient le chômage déjà élevé dans de nombreux pays. Bien que la chute des cours du pétrole puisse apporter un soutien à court terme, le repli de l'activité intérieure, accentué par une perte de confiance et la vulnérabilité liée à la dette publique dans certains pays, pourrait accroître les risques pesant sur les perspectives.

La pandémie a radicalement modifié les perspectives pour 2020. Une contraction moyenne de 1,0 % est attendue en 2020, soit une baisse de 4,5 points de pourcentage par rapport à 2019 (graphique 2.1). Outre la pandémie, ces chiffres reflètent des déséquilibres macroéconomiques persistants au Soudan, un ralentissement temporaire dû aux mesures de stabilisation adoptées au Pakistan, un défaut de paiement sur la dette souveraine au Liban, ainsi que les effets du ralentissement de la croissance dans les principaux partenaires commerciaux et les pays à l'origine d'envois de fonds.

- La contraction mondiale attendue et le considérable recul de la demande mondiale qui en résultera ont déjà entraîné de fortes chutes des cours internationaux des produits de base, qui touchent les pays exportateurs de produits

Graphique 2.1.
Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : PEPD = pays émergents et pays en développement ; PIP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.
Les pays sont désignés par leur code ISO (Organisation internationale de normalisation).

Ce chapitre a été rédigé par Maximiliano Appendino et Nicolas End, aidés par Oluremi Akin-Olugbade pour les recherches.

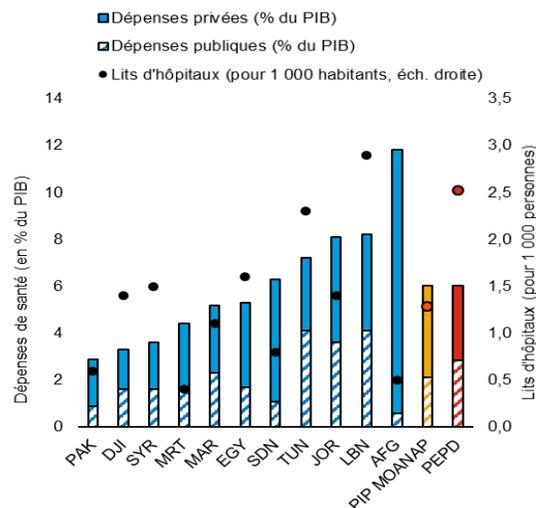
¹ Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont l'Afghanistan, Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, le Pakistan, la Somalie, le Soudan, la Syrie et la Tunisie.

alimentaires et non pétroliers (Afghanistan, Jordanie, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Tunisie).

- De nouveaux chocs sur la demande et l'offre — par la voie du commerce, du tourisme, des envois de fonds de l'étranger, du resserrement des conditions financières et des répercussions sur les conditions de crédit intérieures, en plus des mesures de confinement — restreindraient gravement les échanges commerciaux (Djibouti, Égypte, Mauritanie, Pakistan, Tunisie) et le solde positif du tourisme (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie) dans la région, ce qui nuirait à la production intérieure et aux entreprises. En outre, la plupart des pays importateurs de pétrole de la région sont très dépendants des importations pour leur demande intérieure et leurs exportations (les importations représentent 57 % du PIB, contre 47 % pour les pays émergents et les pays en développement (PEPD)), ce qui, ajouté aux perturbations généralisées du commerce mondial, pourrait mettre l'offre intérieure disponible en péril.
- Ce sera particulièrement problématique pour les pays dont les infrastructures sanitaires sont plus faibles (Afghanistan, Mauritanie, Pakistan et Soudan ; graphique 2.2).

D'éventuelles perturbations de l'offre de biens de consommation et des dépréciations des monnaies pourraient générer de l'inflation. La baisse des cours du pétrole pourrait aider à réduire les déséquilibres budgétaires et extérieurs des pays importateurs de pétrole de la région, mais la diminution des flux de capitaux et des envois de fonds en provenance des pays producteurs de pétrole pourrait aussi impacter l'activité économique. En 2014, où les cours du pétrole avaient été divisés par deux, les pays importateurs de pétrole de la région avaient amélioré leur solde budgétaire de 0,6 % du PIB en moyenne et leur solde courant de 0,9 % du PIB, mais les envois de fonds de l'étranger et l'investissement direct étranger avaient respectivement diminué de 0,3 % et de 1,0 % du PIB si bien qu'au final, le gain de croissance n'avait été que marginal.

Graphique 2.2.
Dépenses et infrastructures de santé
(2017 ou dernières données disponibles)

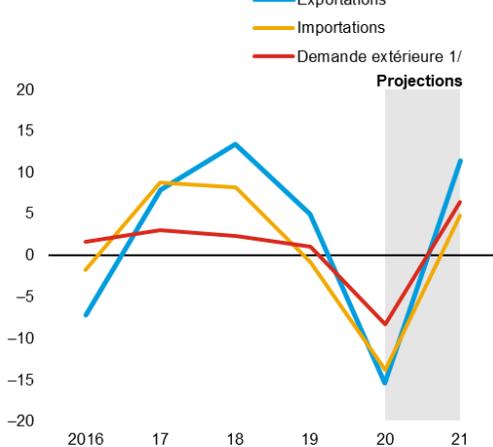


Sources : Organisation mondiale de la santé ; calculs des services du FMI.
Note : PEPD = pays émergents et pays en développement ; PIP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; éch. droite = échelle de droite. Les pays sont désignés par leur code ISO (Organisation internationale de normalisation). Les données relatives aux dépenses de santé publiques et privées sont celles de 2017 et les données relatives aux lits d'hôpitaux sont celles de 2015 ou les dernières données disponibles de la période 2000-14 lorsque celle de 2015 ne sont pas disponibles.

Une expansion budgétaire est anticipée dans tous les pays dans le cadre de la montée en puissance de la lutte contre le virus et ses effets économiques. Les pays importateurs de pétrole de la région devraient voir leur déficit budgétaire se creuser de 8,5 % du PIB en moyenne en raison de l'impact de la baisse de croissance sur les recettes fiscales dans la plupart des pays et de l'augmentation des dépenses qui ne seront pas compensées par des économies sur les subventions résultant de la chute des cours internationaux des produits de base et une augmentation des recettes fiscales dans certains pays (Jordanie, Pakistan).

Ces difficultés se présentent tandis que la croissance reste faible en 2019 dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région, en raison de graves déséquilibres macroéconomiques accumulés (Liban, Pakistan, Soudan), de faiblesses structurelles persistantes (Tunisie) ou de chocs sur l'agriculture (Soudan). Les seules exceptions ont été les pays qui ont bénéficié du dynamisme de l'extraction de produits de base (Égypte, Mauritanie) et d'une plus forte demande extérieure (Djibouti, Égypte).

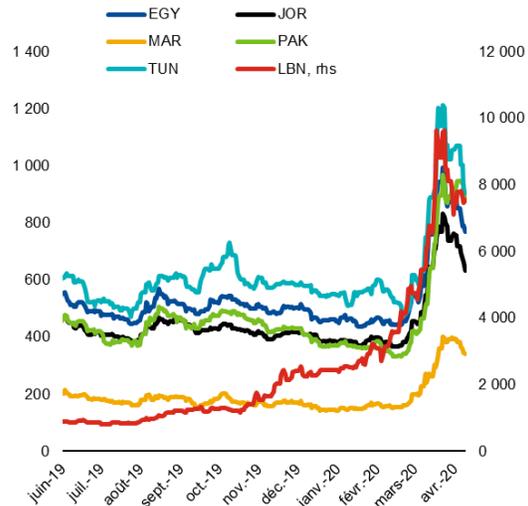
Graphique 2.3
PIP MOANAP : évolution des importations, des exportations et de la demande extérieure
(En %, moyenne pondérée)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : PIP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; éch. droite = échelle de droite.
1. Moyenne pondérée de la croissance du PIB réel des pays de destination des exportations.

Les soldes des transactions courantes devraient s'améliorer en 2020 en dépit de la baisse des recettes du tourisme et des envois de fonds, le déficit moyen étant ramené à 4,9 % du PIB (graphique 2.3). Cependant, le financement de ce moindre déficit pourrait s'avérer difficile dans le contexte de l'inversion des flux d'investissements de portefeuille le plus brutal jamais observé pour les pays émergents. Cela pourrait accentuer les pressions sur les réserves en devises et les taux de change de certains pays. Des retraits d'investissements de portefeuille de montants très élevés (380 millions de dollars à fin mars) ont déjà été observés, avec une dégradation des écarts de rendement sur les obligations souveraines (graphique 2.4). Dans certains pays, les besoins de financement pourraient accroître le recours aux marchés financiers intérieurs et évincer le crédit privé. En outre, les troubles sociaux grandissants observés dans certains pays (Liban et Soudan, graphique 2.5) limitent davantage la marge de manœuvre des dirigeants.

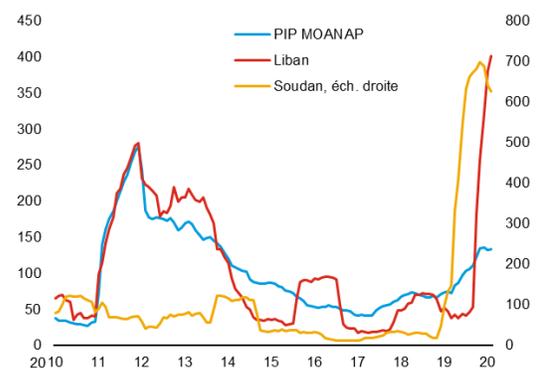
Graphique 2.4.
Écarts de rendement sur obligations souveraines
(Points de base)



Source : Bloomberg Finance L.P.
Note : éch. droite = échelle de droite. Les pays sont désignés par leur code ISO (Organisation internationale de normalisation).

Les pays fragiles ou en proie à des conflits demeurent particulièrement vulnérables car les conditions sanitaires et économiques peuvent favoriser une propagation rapide de la pandémie². Les conflits, l'insuffisance des capacités et les déficiences des systèmes de santé pourraient faire obstacle à la mise en place de ripostes appropriées des pouvoirs publics. De même, les réfugiés sont

Graphique 2.5.
Indice des troubles sociaux signalés¹
(Indice, moyenne 2010-20 = 100, moyenne mobile sur 12 mois)



Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.
Note : PIP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; éch. droite = échelle de droite.
1. L'indice des troubles sociaux signalés calcule la proportion d'articles dans les grandes sources d'informations contenant des mots clés relatifs à des protestations, à des manifestations et à d'autres troubles sociaux.

² Les pays fragiles parmi les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont l'Afghanistan, Djibouti, le Liban, la Somalie, le Soudan et la Syrie.

fortement exposés aux retombées de la pandémie de COVID-19, ce qui requiert un solide appui de la communauté internationale (encadré 2.1).

Trous d'air

Les autorités des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont réagi à la pandémie de manière dynamique. De nombreux pays ont rapidement déclaré l'état d'urgence national et tous ont limité à différents degrés la mobilité nationale et internationale, fermé les écoles, réduit les horaires de travail (sauf à Djibouti et au Liban) et interdit les rassemblements en masse afin de prévenir la propagation du virus. Beaucoup ont commencé à augmenter leurs dépenses de santé et ont déployé des financements et des fournitures pour leurs systèmes de santé en privilégiant les besoins immédiats ; ces mesures coûtent en moyenne 0,4 % du PIB.

En outre, de nombreux pays ont accru les transferts et les subventions à des ménages ciblés (Égypte, Maroc, Tunisie) dans le cadre des programmes de protection sociale existants. D'autres pays ont opéré des transferts monétaires au profit des chômeurs et des travailleurs indépendants (Égypte, Pakistan, Tunisie). Une aide a été accordée aux entreprises touchées dans les secteurs du tourisme et de l'exportation (Égypte, Jordanie) et aux petites et moyennes entreprises (Maroc, Tunisie) sous forme de prêts garantis, de prêts à taux bonifié, d'exonérations d'impôt (Égypte, Pakistan) et de reports d'impôt (Maroc). Coûts sanitaires compris, les ripostes à la pandémie dans les pays importateurs de pétrole de la région devraient ainsi creuser les déficits budgétaires de 1,5 % du PIB en moyenne, les chiffres allant de plus de 2 % du PIB (Égypte, Maroc) à 0,2 % du PIB dans des pays disposant d'une moindre marge de manœuvre (Soudan).

Quelques pays ont abaissé leurs taux directeurs (Pakistan, Jordanie, Tunisie), les baisses allant de 25 points de base (Maroc) à 300 points de base (Égypte), tandis que d'autres ont facilité les crédits aux petites et moyennes entreprises (Égypte,

Maroc, Tunisie) et sont intervenus sur les marchés de capitaux (Égypte, Maroc).

Dans les circonstances actuelles, la priorité immédiate doit être de sauver des vies, de protéger les groupes les plus vulnérables et de préserver les secteurs économiques essentiels, y compris, le cas échéant, par une aide pure et simple au secteur financier. La politique budgétaire doit s'adapter aux besoins de dépenses urgents, en particulier pour soutenir les services d'urgence et renforcer les structures sanitaires. Étant donné les faibles capacités de certains pays en matière de soins de santé (Afghanistan, Mauritanie, Pakistan, Soudan) et le recours au financement privé des dépenses de santé dans d'autres, il est urgent d'accroître les dépenses de santé (y compris pour les migrants et les réfugiés).

Au-delà, les mesures doivent être adaptées à la nature et à la persistance du choc et, en particulier dans les pays dont la marge de manœuvre est limitée, elles ne doivent être envisagées que pour relancer l'économie lorsque la pandémie s'éloignera.

Des allègements fiscaux et des subventions seront sans doute nécessaires à titre temporaire pour parer à l'effondrement de certains secteurs, tandis que des incitations ciblées portant sur les dépenses, comme l'amortissement accéléré des investissements, pourraient stimuler la production des biens et services sous-approvisionnés. En l'absence de filets de sécurité sociale adéquats, il faudra étendre les programmes sociaux afin de protéger les groupes les plus vulnérables. Des transferts monétaires ciblés, des subventions salariales et des allègements fiscaux temporaires pourraient aider les ménages vulnérables et les petites et moyennes entreprises à résister à ce choc temporaire, même si les pays importateurs de pétrole de la région ont une faible capacité administrative pour mettre en œuvre des programmes sous condition de ressources ou temporaires. Dans l'idéal, ces mesures devraient être contrebalancées par le report des dépenses non essentielles dans la mesure du possible, mais

en couvrant les dépenses urgentes même si ces mesures compensatoires ne sont pas disponibles. Les pays qui n'ont pas d'espace budgétaire devront peut-être demander l'aide des donateurs.

Les pertes éventuelles des établissements financiers sur leurs portefeuilles de prêts aux entreprises et aux ménages nécessiteront peut-être des mesures d'aide au secteur financier. Des mesures de soutien financier temporaires et ciblées seront peut-être nécessaires pour faire face aux pressions sur la liquidité, causées par la pandémie de COVID-19, même si cela implique des passifs budgétaires conditionnels, mais il faudra continuer à appliquer la classification des prêts et les règles de provisionnement dans leur intégralité afin de préserver la crédibilité du système financier. Les autorités de contrôle pourraient émettre à l'intention des banques des lignes directrices préconisant un assouplissement prudent et constructif des modalités des prêts pour les emprunteurs touchés par la crise et les implications réglementaires temporaires et transparentes (le cas échéant), sans perdre de vue les risques dans les pays déjà caractérisés par des montants élevés d'actifs financiers non amortis (Tunisie), des difficultés dans le secteur bancaire (Liban) ou de faibles capacités de contrôle.

Les pays qui ont une forte inflation (Tunisie, Soudan) ou de faibles réserves internationales (Tunisie) seront peut-être incapables de gérer le choc au moyen de mesures monétaires. Au contraire, ils pourraient être contraints de resserrer leur politique monétaire pour éviter des ajustements désordonnés des taux de change, une accélération de l'inflation et des implications pour la stabilité financière face au resserrement rapide des conditions financières mondiales. Des politiques macroprudentielles et des restrictions temporaires des flux de capitaux pourraient venir en complément s'il est avéré qu'elles réagissent aux situations de quasi-crise.

Aide extérieure essentielle

Une riposte mondiale coordonnée à la pandémie de COVID-19 est essentielle pour gérer les suites du choc. Étant donné l'espace budgétaire limité dont disposent de nombreux pays, auquel s'ajoutent des besoins considérables, avoisinant 170 milliards de dollars en 2020, des financements extérieurs seront indispensables pour aider les pouvoirs publics à contenir efficacement les implications négatives du virus sur les ménages et les entreprises. Le FMI, d'autres institutions financières internationales et la communauté internationale ont un important rôle à jouer en aidant les pays importateurs de pétrole de la région.

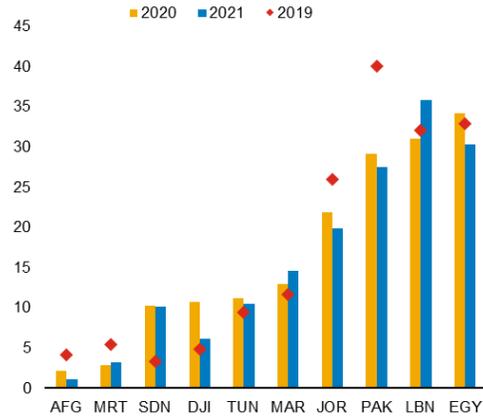
Le FMI a réagi rapidement. Le Maroc a choisi de tirer sur sa ligne de précaution et de liquidité pour gérer les besoins résultant du choc. En mars, le conseil d'administration du FMI a approuvé un nouvel accord au titre du mécanisme élargi de crédit pour la Jordanie ainsi qu'un accord au titre du mécanisme élargi de crédit et de la facilité élargie de crédit pour la Somalie, après que celle-ci a atteint le point de décision de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. En avril, le FMI a accordé une aide financière au Pakistan et à la Tunisie au titre de son instrument de financement rapide. Plusieurs autres pays lui ont soumis une demande de financement.

Restauration après la tempête

Lorsque la pandémie s'apaisera, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP constateront que leur marge de manœuvre s'est encore amenuisée et qu'ils ont bien peu de leviers d'action. Le choc en cours va probablement fragiliser les fondamentaux économiques et accroître la vulnérabilité liée à la dette publique et à la dette extérieure. Certains pays pourraient

même subir de plus nombreux chocs météorologiques dus au changement climatique, comme on l'observe déjà. Dans ce contexte, relancer la croissance pourrait nécessiter des financements supérieurs à la somme considérable de 170 milliards de dollars envisagée aujourd'hui pour 2021, s'ajoutant aux besoins de financement déjà élevés de certains pays (graphique 2.6). Il faudra donc calibrer les mesures de manière à faciliter une reprise tout en rétablissant la stabilité macroéconomique à moyen terme. Ce contexte difficile demandera des soutiens, notamment de la communauté internationale.

Graphique 2.6.
Besoins bruts de financement
(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les pays sont désignés par leur code ISO (Organisation de normalisation internationale).

Encadré 2.1. Dix ans de crise des réfugiés syriens

Le conflit syrien est aujourd'hui dans sa dixième année. Environ 6 millions de Syriens – près d'un quart de la population – ont dû quitter leur pays et 7 millions ont été contraints de se déplacer à l'intérieur du pays, ce qui fait de la crise syrienne la plus grande crise de déplacement de notre époque récente.

Le Liban accueille 1 million de réfugiés déclarés et la Jordanie 0,7 million (respectivement environ un dixième et un tiers de leur population antérieure d'avant la crise), fournissant ainsi un bien public mondial essentiel. Cependant, l'ampleur de ces flux a aggravé les tensions sociales et économiques. D'autre part, les réfugiés sont arrivés dans un contexte de déséquilibres budgétaires et extérieurs déjà élevés. La Jordanie a entrepris de stabiliser son économie par une série de programmes appuyés par le FMI depuis 2012, tandis que le Liban a accumulé des dettes non tenables, qui ont conduit aux récentes décisions de contrôler les flux de capitaux et de restructurer la dette publique.

Pour les réfugiés et leurs hôtes, la pandémie de COVID-19 apporte une vulnérabilité supplémentaire qui requiert des mesures palliatives urgentes. Les réfugiés qui vivent dans des camps ou des logements insalubres n'ont pas assez de moyens pour contenir les risques de contagion et même s'ils ont théoriquement accès aux services de santé locaux, ils ne peuvent le faire parce que les établissements de santé sont submergés (Jordanie) ou coûteux (Liban ; voir graphique 2.1). En outre, la plupart des réfugiés travaillent dans le secteur informel et ont donc peu d'accès au crédit ou aux fonds d'urgence, ce qui les rend particulièrement vulnérables à l'impact économique de la pandémie (Errighi et Griesse 2016)¹.

Les pays qui les accueillent doivent veiller à ce qu'ils aient accès aux soins de santé et à les protéger des répercussions économiques. Pour atteindre ces objectifs humanitaires, ils auraient besoin d'un soutien étranger sous forme de dons et de financements concessionnels. Plus largement, une fois que la pandémie sera sous contrôle, ils devraient reprendre l'approche développementale de la crise des réfugiés avec l'appui de la communauté internationale (Banque mondiale, 2017)². En dernier ressort, on encouragera plus qu'on ne découragera les retours si on permet aux réfugiés d'intégrer les marchés nationaux, d'accéder à l'autonomie, de trouver des moyens d'existence et de maintenir des compétences commercialisables (Harild et autres, 2015 ; Koser et Kuschminder 2015)^{3 4}.

¹ Errighi, Lorenza et Jörn Griesse. 2016. « The Syrian Refugee Crisis: Labour Market Implications in Jordan and Lebanon » European Economy Discussion Paper 029, Commission européenne, Luxembourg.

² Banque mondiale. 2017. *Forcibly Displaced: Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and Their Hosts*. Banque mondiale, Washington, DC.

³ Harild, Niels, Asger Christensen et Roger Zetter. 2015. « Sustainable Refugee Return: Triggers, Constraints, and Lessons on Addressing the Development Challenges of Forced Displacement. », Global Program on Forced Displacement Issue Note Series Report 99618, Banque mondiale, Washington, DC.

⁴ Koser, Khalid & Katie Kuschminder. 2015. « Comparative Research on the Assisted Voluntary Return and Reintegration of Migrants. », Organisation internationale pour les migrations (OMI), Genève.

PAYS IMPORTATEURS DE PÉTROLE DE LA RÉGION MOANAP : AFFRONTER LA TEMPÊTE

MOANAP — pays importateurs de pétrole : principaux indicateurs économiques

	Moyenne	2017	2018	2019	Projections	
	2000-2016				2020	2021
Croissance du PIB réel	4,2	4,0	4,3	3,5	-1,0	2,5
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>						
Afghanistan	...	2,9	2,7	3,0	-3,0	4,5
Djibouti	4,4	5,4	8,4	7,5	1,0	8,5
Égypte	4,3	4,1	5,3	5,6	2,0	2,8
Jordanie	4,7	2,1	1,9	2,0	-3,7	3,7
Liban	4,5	0,9	-1,9	-6,5	-12,0	...
Mauritanie	3,5	3,5	2,1	5,9	-2,0	4,2
Maroc	4,3	4,2	3,0	2,2	-3,7	4,8
Pakistan	4,3	5,2	5,5	3,3	-1,5	2,0
Somalie	2,6	1,4	2,8	2,9	-2,5	2,9
Soudan ¹	3,0	0,7	-2,3	-2,5	-7,2	-3,0
Syrie ²	4,3	...	...	...	...	...
Tunisie	3,3	1,9	2,7	1,0	-4,3	4,1
Cisjordanie et Gaza	4,4	1,4	1,2	0,9	-5,0	6,5
Inflation des prix à la consommation	3,7	12,7	12,3	8,1	9,4	9,4
<i>(Moyenne annuelle ; en pourcentage)</i>						
Afghanistan	...	5,0	0,6	2,3	4,7	4,5
Djibouti	1,1	0,6	0,1	3,3	2,9	2,8
Égypte	0,6	24,6	19,9	8,3	4,9	7,2
Jordanie	3,3	3,3	4,5	0,3	0,2	1,6
Liban	2,3	4,5	4,6	2,9	17,0	...
Mauritanie	5,3	2,3	3,1	2,3	3,9	4,5
Maroc	1,6	0,8	1,9	0,0	0,3	1,3
Pakistan	8,1	4,1	3,9	6,7	11,1	8,0
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan ¹	16,4	32,4	63,3	51,0	81,3	91,1
Syrie ²	4,9	...	...	...	...	...
Tunisie	3,7	5,3	7,3	6,7	6,2	4,9
Cisjordanie et Gaza	2,6	0,2	-0,2	1,6	0,1	1,3
Solde budgétaire global des administrations publiques	-5,8	-6,7	-6,9	-7,3	-8,5	-7,0
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan ⁴	...	-0,6	1,5	-1,0	-4,0	-2,0
Djibouti	-3,0	-4,5	-2,8	-0,8	-2,7	-1,7
Égypte	-8,5	-10,6	-9,5	-7,4	-7,7	-6,9
Jordanie ⁵	-6,2	-3,3	-4,4	-6,1	-6,7	-5,7
Liban ⁴	-8,4	-8,6	-11,3	-10,7	-15,3	...
Mauritanie ^{4,6}	-11,9	0,0	2,5	2,1	-3,3	-0,7
Maroc ⁴	-4,2	-3,5	-3,7	-4,1	-7,1	-4,5
Pakistan ⁷	-4,7	-5,8	-6,4	-8,8	-9,2	-6,5
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan ¹	-2,3	-6,5	-7,9	-10,8	-16,9	-20,6
Syrie ²	...	...	...	...	...	...
Tunisie ⁸	-3,3	-5,9	-4,6	-3,9	-4,3	-2,5
Cisjordanie et Gaza	-18,2	-7,3	-6,6	-7,4	-10,7	-8,1
Solde des transactions courantes	-2,4	-6,7	-6,4	-5,4	-4,9	-4,4
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan	...	7,1	13,0	8,6	4,9	5,8
Djibouti	5,4	-4,8	18,0	24,7	-0,8	0,2
Égypte	-0,6	-6,1	-2,4	-3,6	-4,3	-4,5
Jordanie	-6,6	-10,8	-7,0	-2,8	-5,8	-5,3
Liban	-19,4	-26,5	-26,7	-20,6	-12,6	...
Mauritanie	-11,3	-10,0	-13,8	-10,6	-17,3	-17,4
Maroc	-3,4	-3,4	-5,3	-4,1	-7,8	-4,3
Pakistan	-1,3	-4,1	-6,3	-5,0	-1,7	-2,4
Somalie	-9,9	-9,7	-10,3	-13,7	-11,4	-11,2
Soudan ¹	-7,6	-10,1	-13,0	-14,9	-15,2	-11,8
Syrie ²	-0,4	...	...	...	...	...
Tunisie	-5,8	-10,2	-11,2	-8,8	-7,5	-8,1
Cisjordanie et Gaza ³	-16,7	-13,2	-13,1	-10,7	-11,7	-11,0

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Note : les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite) ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf pour l'inflation.

¹Les données pour 2011 ne tiennent pas compte du Soudan du Sud après le 9 juillet. À partir de 2012, les données se rapportent au Soudan actuel.

²Les données relatives à la période 2011-20 ne tiennent pas compte de la Syrie.

³La Cisjordanie et la Bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont comprises dans aucun des agrégats.

⁴Administration centrale. Pour le Liban, sont pris en compte les transferts à la compagnie d'électricité.

⁵Le solde budgétaire global tient compte des transferts à la compagnie d'électricité NEPCO jusqu'à la fin de l'année 2014. Ces transferts ont été arrêtés à partir de 2015.

⁶Sont comprises les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

⁷Dons compris.

⁸Sont compris les coûts de la recapitalisation des banques et les paiements d'arriérés.

DANS CETTE ÉDITION :

CHAPITRE 1

Évolution de l'économie mondiale : conséquences pour la région Moyen-Orient et Asie centrale

CHAPITRE 2

Pays exportateurs de pétrole de la région
MOANAP : des chocs multiples

CHAPITRE 3

Pays importateurs de pétrole de la région
MOANAP : affronter la tempête



PUBLICATIONS

REGIONAL ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)
MIDDLE EAST AND CENTRAL ASIA - APRIL 2020